

5 JUIN :

GRÈVES ET MANIFESTATIONS

Retraites, Protection Sociale, Salaires, Emploi : même combat !

LA **RETRAITE PAR RÉPARTITION C'EST SOLIDE ET SOLIDAIRE** : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires plus élevés, c'est plus de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmes-hommes, c'est une question de justice sociale et aussi le moyen de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.



Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits !

À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salarié-es payent 2 fois : moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses

En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Ces profits doivent revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleuses et travailleurs. **C'est pourquoi la CGT exige le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et l'indexation des pensions sur les salaires.**

Salaires - retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre !

Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Patronat et gouvernement refusent d'entendre les propositions CGT pour préserver les profits des quelques-uns les plus riches.

Maintenir l'emploi et l'avenir de l'industrie

Avec la CGT, la mobilisation des salarié.e.s dans différentes entreprises a permis de sauver les emplois et l'outil industriel (exemples : Fonderie de Bretagne, Lubrizol...).

Mais, les plans de suppressions d'emplois ne cessent d'être annoncés. Face à l'urgence, la CGT exige immédiatement l'arrêt des licenciements et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.



Combattre l'austérité, défendre les services publics

Au nom de l'austérité, les hôpitaux ferment, les transports publics saturent, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Face aux nouvelles attaques contre les agent.e.s des services publics, la mobilisation doit se poursuivre pour rétablir la prise en charge maladie à 100% et gagner la hausse du point d'indice, la GIPA et la titularisation des emplois précaires.



Gagner l'abrogation de la réforme

Nous avons été des millions en grève et en manifestation en 2023 contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, imposé par 49-3. Le gouvernement est fragile, le 5 juin il y aura enfin un vote à l'Assemblée. Encore aujourd'hui, près de 70 % de la population soutien l'abrogation.

Aux députés de se prononcer, maintenant. A nous de leur mettre la pression !

Par la grève, dans plusieurs entreprises, nous avons obtenu des augmentations de salaires et des abandons de plans de licenciement. Nous pouvons donc gagner des mesures de financement pour nos salaires, nos emplois et l'abrogation des 64 ans... en nous mobilisant !

Le 5 juin,

il y a donc une double utilité à se mobiliser :

- Dans la rue, pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites : 64 ANS C'EST NON !
- Dans son entreprise et son service pour revendiquer et gagner des avancées sur les salaires et les conditions de travail !

Grèves, débrayages : on fait pression pour nos revendications !

Lieux & Horaires des initiatives sur la Seine-Maritime :

DIEPPE :	10H30 - Place Pierre Semard
FÉCAMP :	14H30 - Espace Henri Dunant
LE HAVRE :	10H - Cercle Franklin
BOLBEC :	10H30 - Rue du réservoir à Fontaine Martel
ROUEN :	10H - Cours Clémenceau
EU :	7H à l'UL - tournées dans les entreprises de la vallée de la Bresle